



Compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 05 janvier 2017

Page. 6

Jobs Campus. P. 12.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°263 du dimanche 8 janvier 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez l'actualité des départements ministériels dans nos colonnes. Page 6

De l'électricité pour les centres socio-communautaires !!

P. 9

Bénédition de la chapelle Saint Etienne de Tambèlla. page 2



Le Nouvel An À Ouahigouya: Année sans acte terroriste au coeur ces vœux. page 4



Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Bénédition de la chapelle Saint Etienne de Tambèlla

Région du Centre-Est



Bénédition de la chapelle sainte Etienne de Tambèlla.

Mgr Séraphin François Rouamba Archevêque de l'Archidiocèse de Koupéla, a procédé à la bénédiction de la nouvelle chapelle Sainte Etienne de la communauté chrétienne de Tambèlla, village situé à quelques kilomètres de la ville de Koupéla. C'était ce lundi 26 décembre 2016, au lendemain de la Noël.

Le décret du concile Vatican II ne rappelle-t-il pas que la fin ultime de l'activité missionnaire est «l'évangélisation et l'implantation de l'Église dans les peuples ou les groupes humains dans lesquels elle n'a pas encore été enracinée.» Cette activité missionnaire, telle que vue

par le concile, demande l'apport de tous les fidèles: prêtres, religieux, religieuses, catéchistes. C'est en ce sens qu'il faut souligner le travail accompli par Abbé Marcel Compaoré, curé de la paroisse de Koupéla. Avec son expérience acquise comme curé à la paroisse de Koupéla, Abbé Marcel Compaoré a su aider les habitants de Tambèlla à connaître davantage Dieu, à connaître Jésus, seul médiateur et sauveur.

Aujourd'hui, il voit son rêve se réaliser: construction et bénédiction de la maison de prière de Tambèlla. Un rêve qu'il a nourri depuis plusieurs années. Quelle joie pour lui! Et, en même temps, une grande joie pour ceux qui sont venus de partout, vivre par eux-mêmes cet événement.

La cérémonie était marquée par la présence du Mgr métropolitain Séraphin François Rouamba Archevêque de Koupéla et une forte



La cérémonie était marquée par la présence du Mgr métropolitain Séraphin François Rouamba Archevêque de Koupéla et une forte mobilisation de la communauté catholique.

La suite à la page 3.



RÉLIGION

La suite de la page 2.



Nous sommes faits à l'image et à la ressemblance de Dieu, nous dit Genèse 1, 26; et à ce titre, nous sommes «la monnaie du trésor divin portant l'effigie et l'inscription de l'empereur divin». Affirmait Abbé Marcel Compaoré, curé de la paroisse de Koupéla.

mobilisation de la communauté catholique venue des différentes localités de la région du Centre Est.

Dans son homélie, Mgr Séraphin François Rouamba a rappelé le sens



Dans son mot de remerciements, sa majesté le Naba Kango, chef coutumier dudit village a souhaité que la nouvelle chapelle soit respectée et que les chrétiens soient des témoins de l'invisible, tendus vers ce que l'œil ne peut voir; qu'ils soient également en mesure de répondre aux appels, tant de l'Etat que de l'Eglise.

de la parole du jour: «Rendre à César ce qui lui revient et à Dieu, ce qui est à Dieu». Pour lui, le Christ nous invite à nous soumettre aux institutions humaines; à rendre à César, ce qui porte son empreinte.

Nous sommes faits à l'image et à la ressemblance de Dieu, nous dit Genèse 1, 26; et à ce titre, nous sommes «la monnaie du trésor divin portant l'effigie et l'inscription de l'empereur divin». Affirmait Abbé Marcel Compaoré, curé de la paroisse de Koupéla. «Dès lors, comme chrétiens, nous devons aller de toutes les familles, dans toutes les nations, surtout en ces jours de mission, témoigner de l'image du Christ en nous; faire de nos vies, le reflet de la vie du Christ.» a-t-il ajouté.

Dans son mot de remerciements, sa majesté le naba Kango, chef coutumier dudit village a souhaité que la nouvelle chapelle soit respectée et que les chrétiens soient des témoins de l'invisible, tendus vers ce que l'œil ne peut voir; qu'ils soient également en mesure de répondre aux appels, tant de l'Etat que de l'Eglise.

Amédée W. SILGA pour SCI
silgaamedee@yahoo.fr



Décret N°2017-0003/PRES portant nomination d'un officier des Forces Armées nationales au grade de Général de Brigade

LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DECRETE:

Article 1: Le Colonel-Major Oumarou SADOU du Groupement Central des Armées est nommé Général de Brigade pour compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2: Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

La Direction générale des médias
de l'Assemblée nationale



VOEUX DU NOUVEL AN

Le Nouvel An À Ouahigouya:

**Année sans acte terroriste au coeur
ces voeux**

Région du Nord



Les autorités attendant le roi du Yatenga dans la résidence du gouverneur .

L'année 2016 a emporté avec elle tous les espoirs qu'elle a emmenés pour faire place à 2017.

C'est l'occasion pour les autorités de livrer des messages à la suite de son excellence Rock Marc Christian Kaboré le chef de l'État.

Le gouverneur Assane Sawadogo a fait une brève lecture des acquis de la région du Nord durant l'année qui vient de s'achever. Il a formulé les vœux de bonheur, de paix, de succès à tous ses administrés et du Burkina et souhaité que la traversée du nouvel an se fasse sans acte terroriste sur cette terre du Faso. Aux fonctionnaires de tous bords, il les a invités à l'accompagnement à fin d'aider à

l'atteinte du programme du chef de l'État.

De la directrice régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation à la première adjointe au maire de Ouahigouya, le message serait le même. Si du côté de l'éducation la directrice a souhaité vivre une année avec moins de grève, la mairie a émis les vœux de vivre un changement de comportements pour plus de civisme à l'égard des citoyens de la commune.

Cette fête de nouvel an a coïncidé avec celle traditionnelle, le «FILGA». À une semaine de l'apparition de la nouvelle lune marquant la cérémonie, le roi du Yatenga quitte le palais pour un séjour dans les bois. Un coup de

fusil dans la soirée du samedi 31 décembre a annoncé le retour du roi le lendemain.



Naaba Kiiba devant son logement.

La suite à la page 5



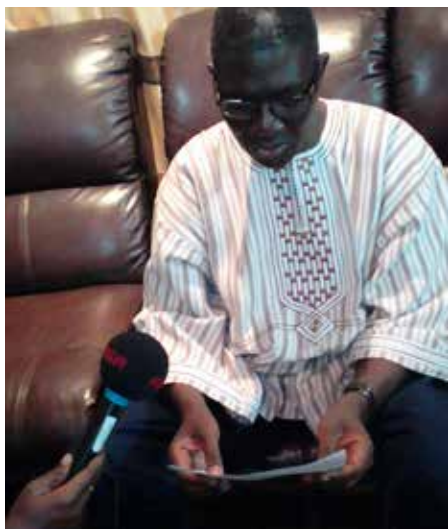
VOEUX DU NOUVEL AN

La suite de la page 4



Après des salutations, Sa majesté repart avec son cortège.

Depuis son hameau, il a formulé les mêmes vœux que les précédents. Lui-



Le gouverneur livrant son message .

même ayant fait le pèlerinage à la Mecque, il a insisté de ne pas oublier

nos valeurs traditionnelles.

Pour embrasser l'année nouvelle, les autorités ont organisé un réveillon dans la salle des fêtes de la mairie.

Les boîtes de nuit ont vibré comme il se devait en jours de fête, les églises et temples ont par contre réunis leurs fidèles dans des prières et chants de louanges.

Pour cette fête, tout s'est bien passé. La sécurité est restée présente un peu partout.

Du côté des soldats de feu, selon un membre de l'équipe de garde, ils ont effectué deux sorties dont un accident et un incendie. Au niveau de l'incendie, il n'y a pas eu de pertes en vie humaine mais le feu n'a rien épargné sauf des documents religieux.

Auparavant, le commandant de la

quatrième compagnie des sapeurs-pompiers a profité de la présence de la presse pour appeler les gens au bon comportement dans la circulation. Il a fait savoir que la compagnie ne compte que deux ambulances pour toutes les quatre provinces de la région. Sans dire officiellement, Tout apport est la bienvenue car des véhicules en panne peuvent être réparés.

La fête se poursuit par des retrouvailles entre amis dans les familles ou dans certains endroits publics (bars, buvettes, maquis).

Omar Clément Ouédraogo pour SCI



Compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 05 janvier 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le jeudi 05 janvier 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté un décret

portant création, composition et attributions du Comité national opérationnel de gestion de crise terroriste au Burkina Faso. L'adoption de ce décret vise à doter notre pays d'un dispositif lui permettant de réagir efficacement contre les attaques terroristes.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté deux rapports. Le premier rapport est relatif à une ordonnance portant autorisation de ratification des accords de don N°IDA D156-BF et de crédit N°IDA 5939-BF conclus le 21 décembre 2016 entre le Burkina Faso et la Banque mondiale, pour le financement de la première opération de financement de la série d'appuis aux réformes sur l'énergie et la gestion budgétaire. D'un montant global de cent millions (100 000 000) de dollars américains, soit 59,2 milliards de francs CFA, entièrement financé par IDA sous forme de don pour 45% et de crédit pour 55%, ce financement permettra de réduire les déséquilibres entre l'offre et la demande d'électricité et d'améliorer la gestion des finances publiques. Le deuxième rapport est relatif au Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire (SNADDT). Le Schéma national d'aménagement et

de développement durable du territoire vise à mettre en place les conditions d'un développement harmonieux et durable du territoire à l'horizon 2040. L'adoption de ce rapport permet au Burkina Faso de se doter d'un outil stratégique en matière de développement territorial.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a adopté un décret portant statuts de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM). L'adoption de ce décret permet de conformer les statuts de l'ENAM aux dispositions du décret N° 2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif (EPA).

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la candidature du Burkina Faso pour abriter le siège de l'Agence communautaire de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile de l'UEMOA (ACSAC). Le Conseil a marqué son accord

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

pour la candidature de notre pays pour abriter le siège de l'Agence communautaire de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile de l'UEMOA.

I.5. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE ET DE LA FAMILLE

Le Conseil a adopté le Plan stratégique national de promotion de l'élimination des mutilations génitales féminines au Burkina Faso et son Plan d'actions opérationnel triennal glissant 2016-2018. Ce Plan stratégique est un document de programmation qui oriente et canalise les interventions de promotion de l'élimination des mutilations génitales féminines au Burkina Faso. L'adoption de ce rapport permet de disposer d'un référentiel pour tous les acteurs en vue d'offrir un environnement protecteur des droits des filles et des femmes à même de leur assurer une bonne santé, le maintien de leur intégrité physique et le respect de leurs droits.

I.6. AU TITRE DU MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS

Le Conseil a adopté un décret portant régime juridique applicable aux structures de formation de jeunes sportifs. L'adoption de ce décret permet un meilleur encadrement des centres de formation des jeunes sportifs.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques a fait au Conseil une communication sur la crise à l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB) qui perdure depuis 2013. Des solutions ont été proposées à l'issue d'une réunion tripartite pour une sortie de crise et ont été acceptées par les différents protagonistes. Il s'agit :

- de la mise en place d'une administration provisoire indépendante désignée par l'administration publique et comprenant un représentant de chacune des parties ;
- de la conduite d'un processus électoral, en lien avec le comité interministériel existant, devant aboutir à la mise en place du nouveau bureau de l'UNPCB d'ici fin février 2017.

II.2. Le ministre des Infrastructures a fait au Conseil une communication relative au programme de réalisation d'infrastructures routières contenu dans l'axe trois du Plan national du développement économique et social (PNDES) et dont l'exécution se fera à l'aide de partenariats public-privé (PPP). Il s'agit :

- de la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou (tronçon Ouagadougou-Pouni, long de 110,300 km) ;
- de la construction et du bitumage d'une voie de contournement sud de la ville de Ouagadougou (59 km) ;
- de la construction et du bitumage d'une voie de contournement nord de la ville de Ouagadougou (60 km) ;
- de la construction et du bitumage de la route nationale n° 15 (RN15) Boulsa-Pouytenga-Sapaga (57 km) ;
- de l'aménagement de la rocade sud

du boulevard circulaire de la ville de Bobo-Dioulasso (8 km) y compris l'échangeur de la Place de la femme. La réalisation de ce programme permettra de disposer d'infrastructures routières modernes, de diminuer le coût d'exploitation des véhicules, d'accroître la sécurité des usagers, de dynamiser les secteurs porteurs et de renforcer la coopération entre le Burkina Faso et les pays de la sous-région.

III. NOMINATIONS

III. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Monsieur Alain SANKARA, Mle 91 237 C, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances ;
- Monsieur Donatien KAFANDO, Mle 104 652 A, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances du Secrétariat permanent du Conseil supérieur de la magistrature.
- Monsieur Nicodème OUEDRAOGO, Mle 208 068 W, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur des marchés publics.

B. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Monsieur Moussa BANAO, Mle

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

39 670 D, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur régional du budget de la Boucle du Mouhoun ;

- Monsieur Léopold M'wintouro HIEN, Mle 245 178 J, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur régional du budget des Cascades ;
- Monsieur Hansébane SON, Mle 52 158 X, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Directeur régional du budget du Centre ;
- Madame Mamounata Tibo Eliane KAFANDO, Mle 29 469 K, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice régionale du budget du Centre-Est ;
- Madame Mariam COMPAORE/ OUEDRAOGO, Mle 14 430 V, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 10ème échelon, est nommée Directrice régionale du budget du Centre-Nord ;
- Madame William Marie Théodora ZONGO/NIKIEMA, Mle 59 642 N, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 8ème échelon, est nommée Directrice régionale du budget du Centre-Ouest ;
- Monsieur Sambèsoa Aurélien PODA, Mle 33 995 F, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur régional du budget du Centre-Sud ;
- Monsieur Ousmane GANABA, Mle 88 655 D, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur régional du budget de l'Est ;
- Monsieur Mama DAHANI,

Mle 46 249 C, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur régional des Hauts-Bassins ;

- Madame Germaine KAFANDO, Mle 33 991 C, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 7ème échelon, est nommée Directrice régionale du budget du Nord ;
- Madame Zonabou NABY/ZONGO, Mle 46 247 F, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice régionale du budget du Plateau-Central ;
- Monsieur Amitandi René YONLI, Mle 18 234 P, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur régional du budget du Sahel ;
- Monsieur Valéry Justin ADOUABOU, Mle 51 190 U, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur régional du budget du Sud-Ouest.

C. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Monsieur Harouna SANDWIDI, Mle 54 434 T, Professeur certifié, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur des Bourses au Centre national de l'information, de l'orientation scolaire et professionnelle et des bourses (CIOSPB).

D. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

- Monsieur Tiorgnaga Maurice TRAORE, Mle 21 323 V, Ingénieur d'agriculture, 3ème classe, 5ème échelon, est nommé Inspecteur général des services ;
- Madame Nafissatou NACRO/ZONGO, Mle 16 904 V, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire, 1ère classe, 10ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;
- Madame Aïssata WEREME/N'DIAYE, Mle 24 003 U, Chargée de recherches, Classe exceptionnelle, 1er échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;
- Madame Jeanne ZONGO/LINGANE, Mle 29 680 A, Ingénieur agronome, 1ère classe, 12ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;
- Monsieur Rimyallodo Paul TIEMTORE, Mle 26 929 N, Ingénieur d'agriculture, est nommé Inspecteur technique des services ;
- Monsieur Nouhoun FOFANA, Mle 78 215 L, Professeur certifié, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;
- Madame Tilassomdé Christel KAFANDO, Mle 218 356 X, Attachée en études et analyses, est nommée Secrétaire permanent du Programme alimentaire mondial (SP-PAM) ;
- Madame Kanlieyama Adéline BELEM/OUOBA, Mle 24 180 M, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 10ème échelon, est nommée Secrétaire permanent du Comité national du CILSS (SP/CONACILSS).

E. AU TITRE DU MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

- Madame Claudine OUEDRAOGO, Mle 42 212 P, Attaché d'administration scolaire et universitaire, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Chargée de missions ;
- Monsieur Evariste Bonaventure DIASSO, Mle 53 563 W, Inspecteur du Trésor, est nommé Conseiller technique.

F. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES CARRIÈRES

- Monsieur Habib Ahmed DJIGA, Mle 231 941 W, Enseignant de droit à l'Université OUAGA II, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Conseiller technique ;
- Monsieur Khalil COULIBALY,

Mle 222 184 N, Attaché en études et analyses, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chargé d'études.

G. AU TITRE DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

- Monsieur Sami OUATTARA, Mle 23 500 L, Attaché des affaires économiques, 2ème classe, 6ème échelon, est nommé Conseiller technique.

H. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

- Monsieur Soumaïla OUEDRAOGO, Mle 36 332 B, Professeur certifié des lycées et collèges, 1ère classe,

9ème échelon, est nommé Chargé de missions.

I. AU TITRE DU MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Monsieur Halidou OUEDRAOGO, Mle 28 120 T, Administrateur civil, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Secrétaire général.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINO
Officier de l'Ordre National

De l'électricité pour les centres socio-communautaires !!

Région du Centre

Ce sera en présence des Partenaires Techniques et Financiers, du maire de la commune de Komsilga, des représentants des ministères de la santé et de l'éducation et des populations, que le Ministre de l'énergie, des mines et des carrières procédera le Mardi 10 janvier à 16h à Kienfangué dans la commune rurale de Komsilga au lancement du Projet d'Électrification par Voie Solaire de près de 400 infrastructures socio-communautaires (Écoles et CSPS) des zones de Ouaga et Bobo.



Lancement du projet d'électrification par voie solaire.

Ce projet au titre du budget 2016 et

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

concernant uniquement les villes de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso est la 1ère phase du grand programme d'électrification par énergie solaire photovoltaïque du PNDES qui devra prendre en compte d'autres localités et atteindre sa vitesse de croisière en 2017. Il devra en outre s'étendre aux autres types d'infrastructures publiques notamment les bâtiments publics (ministères, plateaux omnisports,

gouvernorats, CMA, universités...)

Et dans la dynamique de promotion de l'efficacité énergétique dont la colonne vertébrale est l'usage rationnelle de l'énergie, il sera procédé le même jour au lancement de la pose de 3000 Lampadaires LED (à haut rendement énergétique) à 18h sur l'avenue Kwame N'krumah. Ce

qui contribuera sans doute à réduire de façon substantielle la consommation d'énergie liée à l'éclairage public dans la ville de Ouagadougou. Ces deux projets respectivement financés par le budget de l'état et le projet PASEL Banque Mondiale s'élèvent à hauteur d'un (1) milliard 600 millions de nos francs.

Simon Compaoré échange avec les Dozos et autorités coutumières et religieuses:

Boukary KABORE dit Le Lion ne parlera plus d'implantation de Koglwéogo

Région des Hauts-Bassins

Après les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré a rencontré des représentants des Dozos et des autorités coutumières et religieuses des Hauts-Bassins.

«Nous sommes venus pour qu'on trouve ensemble solution définitive à la situation qui prévaut à Makognadougou et vous dire ce que nous allons faire. Si la création d'une association est de nature à troubler l'ordre public, c'est du devoir de l'Etat d'interpeller ces associations. Il ne faut plus jamais que des gens viennent d'ailleurs pour implanter une association qui crée des problèmes », a indiqué le Ministre d'Etat Simon Compaoré. Il

a poursuivi en ces termes: «Nous allons demander à ces personnes d'arrêter. Il sera signifié à Boukary KABORE dit Le Lion de s'abstenir de toutes histoires de Koglwéogo. Même



Le ministre Simon Compaoré.

s'il revient à Makognadougou, il ne pourra plus parler d'implication de Koglwéogo. Toutes ces mesures seront prises aujourd'hui. Par respect, nous allons nous déporter dans le village pour signifier cela à la population ». Le Ministre instruit les Forces de sécurité à prendre toutes les dispositions pour que ces mesures soient appliquées. Simon Compaoré



Les dozos.

a invité les Dozos à la sérénité car l'Etat fera son travail comme il se doit. «Continuez à nous faire confiance car les mesures prises, au-delà de Makognandougou, concernent toute la région », a-t-il conclu.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Simon Compaoré face aux FDS des Hauts-Bassins

Région des Hauts-Bassins



Le ministre Simon Compaoré face aux FDS.

Après sa visite au chef suprême des Bobo Madarê, le Ministre d'Etat Simon Compaoré rencontre en ce moment les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de la région des Hauts-Bassins.

«Je suis venu vous saluer pour tout ce que vous faites pour le pays et vous dire que 2017 est une année de défis sécuritaires», a déclaré le Ministre en charge de la sécurité intérieure.

Il a aussi profité de l'occasion pour donner la position du Gouvernement sur la situation qui prévaut dans le village de Makognandougou. «Si la création des Koglwéogo dans cette zone doit troubler l'ordre et la quiétude, il faut prendre les mesures qui se posent avant que les choses ne gâtent», a tranché le Ministre Compaoré. Pour



Les FDS des Hauts-Bassins.

lui, le message du Gouvernement est clair: Force doit rester à la loi. Et l'Etat va jouer pleinement son rôle. A l'issue de cette rencontre le Ministre sera face aux Dozos.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste : Mission d'appui au service financier – préparation des audits- Poste basé à Paris

Description

Planète Enfants & Développement mène depuis 1984 des projets de développement (santé, éducation, social) en collaboration avec des partenaires locaux. Ces projets sont financés par des bailleurs publics (notamment UE, AFD) et privés.

Afin de soutenir son service financier dans la préparation d'audits de l'Union Européenne sur des projets menés ces 5 dernières années, PE&D recherche un(e) chargé(e) de mission « Appui au service financier – préparation des audits », bénévole, qui sera basé(e) au siège à Paris.

Le ou la chargé(e) de mission sera placé(e) sous la responsabilité de la responsable finance.

Il ou elle aura comme principales responsabilités :

Vérification des tableaux financiers des projets

Classement des pièces justificatives

Création de tableaux d'analyse financière via Excel

Appui aux tâches administratives quotidiennes

Ville :Paris

Expériences / Formation du candidat

Expérience : Minimum 1 an d'expérience en comptabilité-finance souhaitée

Formation : minimum Bac + 3 en finance, comptabilité ou École de Commerce.

Maitrise d'Excel

Qualité du candidat

Très bonne adaptabilité, bon relationnel, esprit d'équipe, rigueur et ténacité.

Fonctions :Autre

Activités :Economie, Finance, Administration

Pays :Europe, France

Contrat Bénévolat

Durée du contrat

Temps de travail et durée : 2 – 3 jours par semaine, dès que possible pour une durée de deux mois.

Salaire / Indemnité

Bénévolat

Documents à envoyer

Adresser CV et Lettre de motivation à recrutement@enfantsetdeveloppement.org sous la référence « Appui finance – Janv 2017 » avant le 20 janvier 2017.

Email de la personne contact recrute ment @ enfantsetdeveloppement.org

Date de fin de validité 20/01/2017

Avis de recrutement

Poste : A NUTRITION FLYING SUPPORT TECHNIQUE - YEMEN

Description

Nous sommes à la recherche d'un support technique de vol Nutrition pour notre mission au Yémen (Sanaa et Hodeidah)

Contexte: Le Yémen est un des pays avec situationsurgence L3 dans le monde. La santé et besoins du pays sont vey élevé et le contexte est très difficile en ce concerne accès aux communautés. La mission a fournivie intégréeservicesépargne PCIME, ANC / PNC ainsi le

traitement des enfants souffrantmalnutrition aiguë dans le pays avecsoutien d'ECHO,ASDI etUNICEF. En Hodeidah, ACF ursexécutionprojetsoffrentservices de santé etnutrition avecsoutien d'ECHO,ASDI, etDFID. En outre, ACF va mettreœuvregestion intégrée demalnutrition aiguë (approche CMAM) services par le ministère desanté dans Hodeidah et Hajjah. Le projet est conçu pour renforcer les capacités techniques du ministère des travailleurs desanté,gestionnaires dansprestationservices de PCMA et services WaSH dans les

établissements de santé existants.

Saana de base : 6-7 expatriés travaillant au niveau de la coordination , y compris le service technique et de soutien dans le cadre du Directeur Pays et du Pays Directeur adjoint. La situation sécuritaire en Saana est resté sous observation étroite avec un accès limité à d' autres organismes, quelques super marchés et des réunions officielles à Saana.

Base de Hodeidah : équipe de 2-3

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

expatrié personnel dans chaque base de travail dans une situation d'équipe et de la sécurité à Hodeidah est alarmante limitant les aspects sociaux de la vie régulière limitée mouvement personnel extérieur bureau / chambre d'hôtes, rencontrer des amis après le bureau, le shopping.

Durée du contrat : 4 mois à compter le plus tôt possible

La position : Sous la supervision directe du Directeur Pays Adjoint, vous soutenir et vous encadrer les gestionnaires de programme Nutrition & Santé adjoints et directeurs de programmes nutrition et santé dans aspects techniques et gestion de leur poste. Équipe ACF Nutrition compose des directeurs de programme national, gestionnaires de programme adjoints, 7 officiers supérieurs de renforcement des capacités, agents de renforcement des capacités 7 et 7 mobilisateurs communautaires. La majorité des membres de l'équipe ont une expérience dans la mise en œuvre des programmes de PCMA.

Plus précisément, vous serez en charge de:

- Mentor de l'équipe sur la qualité, la responsabilité et le processus de mesure de l'impact du programme;
- Mettre en place la formation et les compétences plan de développement pour les équipes de la nutrition des programmes actuels et de fournir des formations techniques;
- Entraîneur de l'équipe sur leurs rôles et leurs responsabilités avec le soutien du Chef du Département Nutrition et Santé;
- Renforcer leurs capacités à capitaliser et à assurer un développement technique dans le secteur.

Statut : Salaire brut mensuel allant de 1805 € à 2305 € selon l'expérience pertinente

PROVISIONS SPÉCIFIQUES EST ACCORDEE POUR CE POSTE

dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement collectif et l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an.

Ville : Sanaa et Hodeidah

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'une infirmière, la nutrition / santé publique ou diplôme pertinent, avec une solide expérience de la gestion intégrée de la malnutrition aiguë / PCMA.

Vous devez avoir une expérience dans le coaching et le renforcement des capacités des équipes de terrain sur PCMA / IMAM, le suivi et la supervision.

Vous êtes reconnu pour votre respect, la diplomatie et la gestion du stress capacités.

Une expérience précédente avec ACF est préférable.

Demandeur doit parler et écrire couramment l'anglais.

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Santé

Pays : Moyen Orient, Yémen

Contrat CDD

**Date de fin de validité
16/01/2017**



Avis de recrutement

Poste : Comptable Siège DROI

Description

La Croix-Rouge française intervient dans plus de 28 pays, en Afrique, Asie, Moyen Orient et Caraïbes au travers de plus de 100 projets, sur diverses thématiques : lutte contre

le VIH, promotion à l'hygiène, reconstruction, formation au secourisme, santé publique et communautaire, nutrition, aide alimentaire, relance économique. Les contextes d'intervention vont de l'urgence au développement.

Ces programmes sont financés majoritairement par des bailleurs de fonds institutionnels (Commission Européenne, Etat français, Nations Unies etc.), des bailleurs privés (entreprises ou fondations), des collectivités et des appels à la générosité du public. Leur budget

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

annuel est d'environ 60 M€ sur un budget annuel global Croix-Rouge française de plus de 1 200 M€.

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

Vous avez un BTS Comptable et 4 à 5 ans d'expérience

Les tâches à accomplir :

Assurer la gestion des comptabilités terrain :

- Contrôle des caisses et banques des missions « terrain »
- Contrôle des pièces justificatives des comptabilités « terrain »
- Pointage des comptes de bilan
- Contrôle des données interfacées (SAGA/QUALIAC)
- Justifier les comptes de bilan 31 décembre

Assurer la gestion des notes de frais

et autres frais

Saisie de pièces de banque et rapprochements

Travail en collaboration avec le contrôle de gestion, les bureaux géographiques et les administrateurs terrain

Langues parlées

Vous avez des notions d'Anglais.

Qualité du candidat

Vous avez l'esprit d'équipe, savez bien communiquer, vous avez un bon relationnel

Vous êtes organisé et rigoureux

Vous avez une bonne maîtrise d'Excel

Vos atouts :

Vous avez une expérience de travail sur les logiciels SAGA, QUALIAC et NOTILUS

Fonctions : Organisation,

Administration

Activités : Economie, Finance, Administration

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

Remplacement arrêt maladie d'un mois et demi (prolongement conditionné par le retour de la salariée) à la Comptabilité Internationale de la DROI

Nom de la personne contact

Zeimetz Anne-Marie

Postuler en ligne : http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_CroixRouge01.asp?s=4A515F4E5A565B1A&jobid=72505,6569482369&key=46255566&c=955835252234&pagestamp=segzgjcmxcvrfzdztu

Date de fin de validité
23/01/2017



Avis de recrutement

Poste : Contrôleur de gestion international – Paris, France – H/F

Description

Présentation de la Croix-Rouge française à l'international :

La Croix-Rouge française intervient dans plus de 28 pays, en Afrique, Asie, Moyen Orient et Caraïbes au travers de plus de 100 projets, sur diverses thématiques : lutte contre le VIH, promotion à l'hygiène, reconstruction, formation au secourisme, santé publique et communautaire, nutrition, aide alimentaire, relance économique.

Les contextes d'intervention vont de l'urgence au développement.

Ces programmes sont financés majoritairement par des bailleurs de fonds institutionnels (Commission Européenne, Etat français, Nations Unies etc.), des bailleurs privés (entreprises ou fondations), des collectivités et des appels à la générosité du public. Leur budget annuel est d'environ 60 M€ sur un budget annuel global Croix-Rouge française de plus de 1 200 M€.

Description détaillée du poste :

Mission générale du/de la

contrôleur(se) de gestion international(e) :

Au sein du service du contrôle de gestion international, le/la gestionnaire s'assure de la bonne utilisation des fonds par les missions de la zone dont il/elle a la charge, c'est-à-dire conformément aux engagements contractuels pris avec les bailleurs de fonds et en respect du budget de chaque projet validé annuellement par le Conseil d'Administration.

Le/la gestionnaire financier apporte des outils, des moyens, des procédures aux missions de la zone,
La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

afin d'organiser la mise en place d'un contrôle de gestion et de structurer le pilotage financier de la Croix-Rouge française à l'international. Le/la gestionnaire financier cherche à identifier les risques financiers et de gestion ; il/elle donne l'alerte à sa hiérarchie le cas échéant.

Missions spécifiques :

BUDGET

- Assurer le suivi mensuel de consommation des fonds propres et des différents financements
- Assurer la remontée des suivis budgétaires des différentes missions et en faire l'analyse/ la vérification
- Piloter les 2 exercices de révisions budgétaires (avril et septembre) annuels de sa zone de gestion
- Contrôler et valider toute création ou tout amendement budgétaire

FINANCEMENTS

S'assurer que l'utilisation des fonds des projets est conforme aux règles et exigences du financeur

S'assurer que les moyens financiers sont nécessaires et suffisants pour la mise en œuvre des projets

Valider les rapports financiers, les propositions budgétaires de nouveaux projets et les amendements préparés par le terrain

Participer à la validation des conventions de partenariats et des contrats

COMPTABILITE

Assurer l'intégration des données comptables du terrain dans le logiciel de comptabilité SAGA au niveau du siège

Assurer l'intégration des données comptables du siège dans le SAGA terrain

Contrôler et suivre les mises à jour du paramétrage SAGA

TRESORERIE

Valider les demandes de fonds mensuelles des terrains et préparer les fiches récapitulatives budgétaires à l'attention de la direction générale ou de la direction financière

APPUI TECHNIQUE/CONSEIL/FORMATION

Le/la contrôleur(se) de gestion assure également un appui technique régulier aux cadres gestionnaires sur le terrain mais également aux services opérationnels de la DROI. Pour cela il/elle diffuse les méthodes et outils de gestion financière propres à la DROI.

Il/elle assure le briefing et débriefing (partie finance/ gestion) des expatriés. Il/Elle est également impliqué dans le processus de recrutement des expatriés.

Il/Elle peut être amené(e) à assurer des formations spécifiques pour la bonne utilisation/appropriation des outils par le terrain.

Le/la contrôleur(se) de gestion participe activement à l'amélioration des outils de gestion financière du service.

Il/Elle est régulièrement sollicité(e) par les différents services et par les terrains pour apporter son avis éclairé sur des sujets en lien à son périmètre de compétences.

DEPLACEMENTS

Le/la contrôleur(se) de gestion se déplace ponctuellement sur le terrain, pour des missions courtes (1 à 2 semaines/mission) à raison de 2 déplacements par an en moyenne.

Articulations (liens hiérarchiques et fonctionnels) :

Le/la gestionnaire zone est sous la responsabilité hiérarchique du responsable du service de contrôle de gestion international. Il/elle rapporte dès que nécessaire des points d'attention ou d'alerte à son N+1.

Il/elle travaille en étroite collaboration avec les services opérationnels de la DROI (desks) et les services supports du siège. Enfin, le/la contrôleur(se) de gestion est en lien quasi permanent avec les cadres gestionnaires sur le terrain.

Ville :Paris 14

Expériences / Formation du candidat

Master en Gestion, Economie, Commerce, Audit, Administration, Comptabilité

3 années en gestion, comptabilité ou audit dans le secteur humanitaire. OU vous avez une expérience d'au moins 5 années en gestion dans le secteur privé/marchand et souhaitez vous réorienter dans le secteur associatif/humanitaire.

Complément:

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Maîtrise indispensable du logiciel Excel

Connaissances appréciées:

Logiciel SAGA

Sur le Mouvement Croix-Rouge

En gestion de contrat de financement de bailleurs de fonds institutionnels (ECHO, Europeaid, AFD)

Langues parlées

Français courant

Bon niveau d'anglais (écrit et parlé)

Qualité du candidat

Rigueur, aisance relationnelle, goût prononcé pour les chiffres et les tableaux Excel, esprit de synthèse, capacité à gérer un fort volume de travail lorsque nécessaire, aptitude à travailler en équipe, autonomie et dynamisme, sens de la pédagogie

Fonctions : Organisation, Administration

Activités : Economie, Finance, Administration

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD 3 mois (passage possible en CDI sous condition)

Salaire / Indemnité

32-35k€ brut/an

Contribution employeur au déjeuner (via cantine collective)

Mutuelle

Prise en charge titre de transport à hauteur de 50%

39h/semaine

5 semaines de congés payés + 23 jours RTT

Documents à envoyer

CV + Lettre de motivation

Pour postuler : cliquer sur le lien ci-dessous pour accéder à l'annonce sur le site Croix-Rouge française, et cliquer sur « postuler sur ce poste » en bas de page

http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_CroixRouge01.asp?s=4A515F4E5A565B1A&jobid=72370,8723725423&key=46257349&c=346086023623&pagestamp=seidiltrqyxjeyrdfd

Nom de la personne contact

Victoria Motte

Chargée de mission RH, Direction des Ressources Humaines

Postuler en ligne : http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_CroixRouge01.asp?s=4A515F4E5A565B1A&jobid=72370,8723725423&key=46257349&c=346086023623&pagestamp=seidiltrqyxjeyrdfd

Date de fin de validité

31/01/2017

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ANNONCE

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

www.fespaco.bf



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24 12 2016 AU 31 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembéle
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : isc@iscmail.org

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!**



PRIX LOUIS D'HAINAUT

de la meilleure thèse en technologie éducative
décerné par l'Université de Mons et l'Agence Universitaire de la Francophonie

Le Prix Louis D'Hainaut de la meilleure thèse de doctorat en technologie éducative (quatrième édition) sera décerné en mai 2017.

Une récompense annuelle à vocation internationale décernée par l'Université de Mons (Belgique) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), par l'intermédiaire de son Institut de la Francophonie pour l'Ingénierie de la Connaissance et de la Formation à distance (IFIC).

Prix ouvert à tous les chercheurs du Sud ayant obtenu un doctorat au sein d'une institution du réseau de l'AUF, du Nord comme du Sud.

La thèse doit avoir été soutenue il y a moins de 3 ans et son sujet doit impérativement porter sur l'usage des technologies en éducation, indépendamment de la discipline d'appartenance.

Récompense : 2500 euros et un séjour de 5 jours pour la remise du Prix.

Date de clôture de l'appel à candidature : 1er février 2017.

Inscription et dépôt de documents : formulaires@auf.org

Pour toute question complémentaire : prix_dhainaut@auf.org

Partenaires :

